



Mission régionale d'autorité environnementale

**OCCITANIE**

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,  
après examen au cas par cas  
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme,  
sur la révision allégée n°1 du PLU de Salindres (30)**

n°saisine 2019-7163

n°MRAe 2019DKO83

La mission régionale d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-8, R.104-16, R.104-21 et R.104-28 à R.104-33 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016 et du 19 décembre 2016 portant nomination des membres des MRAe ;

Vu la convention signée entre le président de la MRAe et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie ;

Vu la délibération n°2018-01 de la MRAe, en date du 18 janvier 2016, portant délégation à Philippe Guillard, président de la MRAe, et à Bernard Abrial, membre de la MRAe, pour prendre les décisions faisant suite à une demande d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas :

- **relative à la révision allégée n°1 du PLU de la commune de Salindres ;**
- **déposée par la commune ;**
- **reçue le 06 février 2019 ;**
- **n°2019-7163 ;**

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 06 février 2019 ;

Au vu des éléments transmis :

**Considérant** que la commune de Salindres (3406 habitants, source INSEE 2016) engage une première révision allégée de son PLU afin de faire évoluer son document d'urbanisme ;

**Considérant** que cette révision intègre :

- une modification de l'Emplacement Réservé n°8 afin d'y intégrer l'espace nécessaire à la réalisation d'un giratoire participant à la mise en sécurité de l'intersection entre la route de Servas et le chemin de la Transhumance ;
- une suppression de 8,5 mètres linéaires d'alignement d'arbres en bord de rue, en lien avec la création du giratoire, précédemment identifiés comme espace boisé ;

**Considérant** que la modification n'impacte pas le plan d'aménagement et de développement durables (PADD) de la commune ;

**Considérant** que la modification ne prévoit aucune ouverture à l'urbanisation et qu'elle porte exclusivement sur des secteurs déjà urbanisés ;

**Considérant** que le projet de giratoire se situe sur un terrain ne présentant pas de sensibilité écologique particulière ;

**Considérant** que le projet est en dehors des zones de risques identifiées dans les plans de prévention des risques inondations (PPRI) et technologiques (PPRT) ;

**Considérant en conclusion** qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

## Décide

### Article 1<sup>er</sup>

Le projet de révision allégée n°1 du PLU de Salindres, objet de la demande n°2019-7163, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

### Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale d'Occitanie (MRAe) : [www.mrae.developpement-durable.gouv.fr](http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr) et sur le Système d'information du développement durable et de l'environnement (SIDE) : <http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Marseille, le 2 avril 2019

Le président de la mission régionale  
d'autorité environnementale,  
Philippe Guillard



#### Voies et délais de recours contre une décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale

**Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)**

Le président de la MRAe Occitanie  
DREAL Occitanie  
Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale  
1 rue de la Cité administrative Bât G  
CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex 9

**Recours hiérarchique : (Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)**

Madame la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer  
Tour Séquoia  
92055 La Défense Cedex

**Recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)**

Tribunal administratif de Montpellier  
6 rue Pitot  
34000 Montpellier

*Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.*